



*Communiqué de l'intersyndicale académique*

**Dans le 2d degré, dans la Fonction Publique, comme dans les autres secteurs,  
amplifier les mobilisations !**

Education, Fonction Publique, retraités, secteur privé, SNCF, les mesures prises par Emmanuel Macron se multiplient et s'inscrivent toutes dans la droite lignée de politique néo-libérales aux effets délétères, à l'œuvre depuis 35 ans.

Le 2d degré est touché de plein fouet par la politique régressive de Jean-Michel Blanquer. **Suppressions de postes, réforme du bac, du lycée, de la voie professionnelle, ParcoursSup, les mesures s'accumulent mais elles ont une redoutable cohérence** : celle d'un projet éducatif libéral, dans lequel seuls les plus favorisés sortiront gagnants, les autres étant renvoyés à leur propre responsabilité, sans aucun outil pour contrecarrer le poids du social et les effets des inégalités de tout ordre. **Les personnels voient leurs conditions de travail dégradées (suppressions de postes, DGH insuffisantes au regard de la hausse des effectifs, notamment en collège) et le cœur de leur métier dénaturé (course infernale à l'évaluation dans le bac Blanquer)**. Le renvoi au local d'une part importante des épreuves du bac, ainsi que d'une volant de la DGH (lycée Blanquer) va aggraver les inégalités territoriales déjà existantes. ParcoursSup consacre une logique de tri social, **La réforme annoncée de la voie professionnelle, à travers le rapport Calvez-Marcon, annonce l'avènement de l'apprentissage, une forme de renoncement à l'ambition émancipatrice de l'Ecole.**

Dans la Fonction Publique, les annonces sont plus qu'inquiétantes : suppressions de postes, remise en cause du statut, salaire au mérite, contractualisation, fusion des instances, le programme CAP2022 est porteur de lourdes menaces pour les fonctionnaires. **En définitive, c'est bien la Fonction Publique, au service de l'intérêt général, garante de l'égalité d'accès de tous à ces services, sur tout le territoire, qui est remise en cause.**

Les autres secteurs sont touchés par des mesures qui relèvent de la même logique : casse des statuts et remise en cause des droits collectifs chez les cheminots, flexibilité, précarité... Ces secteurs sont, eux aussi, entrés en lutte : grève très suivie à la SNCF, dans les EHPAD, dans le privé (Carrefour, Air France), mobilisation des retraités.

La grève du 22 mars, dans la Fonction Publique, a été particulièrement bien suivie, notamment dans l'Education. Face à un gouvernement qui détricote sans complexe l'État social, nous devons plus que jamais agir collectivement et avec détermination et amplifier la mobilisation qui se construit. **L'Education Nationale et la Fonction Publique sont aujourd'hui confrontées à des remises en cause très graves, qui appellent une réponse à la hauteur, à l'image des actions menées dans d'autres secteurs. Nos luttes sont communes car les politiques menées procèdent de la même logique, celle d'un affaiblissement programmée des solidarités collectives.**

Dans l'académie de Versailles, le SNES-FSU, le SNUEP-FSU, le SNEP-FSU, la CGT Educ'action et Sud Education appellent les personnels du 2d degré :

- à participer à la manifestation interprofessionnelle **du jeudi 19 avril** (départ 14h Montparnasse)
- à participer massivement aux manifestations **du mardi 1<sup>er</sup> mai**
- à faire grève **le jeudi 3 mai** (journée d'action dans le 2d degré) et à participer aux manifestations prévues et AG de grévistes
- à faire grève **le mardi 22 mai** (journée d'action dans la Fonction Publique), et à participer aux manifestations prévues et AG de grévistes